

## Le discours du Président de la République sur la politique économique

### L'ESSENTIEL du discours de Nicolas SARKOZY :

*« Dire la vérité aux Français, c'est leur dire que la crise actuelle aura des conséquences dans les mois qui viennent sur la croissance, sur le chômage, sur le pouvoir d'achat. »*

*« Les banques françaises paraissent en mesure de surmonter les difficultés actuelles, mais si elles devaient être mises en difficulté par la spéculation, je n'accepterais pas qu'un seul déposant perde un seul euro parce qu'un établissement financier se révélerait dans l'incapacité de faire face à ses engagements. Les épargnants qui ont eu confiance dans les banques, dans les compagnies d'assurance, dans les institutions financières de notre pays ne verront pas leur confiance trahie. Ils ne payeront pas pour les erreurs des dirigeants et l'imprudence des actionnaires. C'est un engagement solennel que je prends ce soir : quoi qu'il arrive, l'Etat garantira la sécurité et la continuité du système bancaire et financier français. »*

*« Dans la situation où se trouve l'économie je ne conduirai pas une politique d'austérité qui aggraverait la récession. Je n'accepterai pas des hausses des impôts et des taxes qui réduiraient le pouvoir d'achat des Français. »*

*« Opposer l'effort du travailleur à l'argent facile de la spéculation, opposer l'engagement de l'entrepreneur qui risque tout dans son entreprise à l'anonymat des marchés financiers, opposer un capitalisme de production à un capitalisme de court terme, accorder une priorité à l'industrie au moment où l'étau de la finance se desserre, voilà tout le sens de la politique économique que je veux conduire. »*

### EST-CE UNE CRISE FINANCIERE COMME LES AUTRES ?

- C'est une crise sans précédent depuis les années 30 qui ébranle l'économie mondiale aujourd'hui, au moment où le monde se prépare à l'après pétrole...
- Il faut dire la vérité aux Français : cette crise n'est pas terminée, car la France est très engagée dans l'économie mondiale. Dans les prochains mois, les conséquences de cette crise se feront ressentir sur la croissance, sur le chômage et sur le pouvoir d'achat des Français.

### UNE CRISE DU CAPITALISME ?

- « La crise actuelle n'est pas la crise du capitalisme, c'est la crise d'un système pervers qui a trahi l'esprit du capitalisme. » Nous devons en tirer les leçons et refonder un capitalisme au service du développement économique. Avec des règles du jeu fondées sur l'effort, le travail et le mérite.
- Un nouveau rapport doit s'instaurer entre l'économie et la politique à travers de nouvelles réglementations :
  - Avec un meilleur contrôle de la gestion des risques des banques. Les normes comptables devront aussi être revues, pour quitter l'immédiateté des marchés au profit du moyen et long terme. La complexité des produits d'épargne et l'opacité des transactions (paradis fiscaux et ventes à terme) devront être clarifiées. Les agences de notation qui ont été défaillantes devront être mieux contrôlées.
  - Grâce à la gouvernance des monnaies, pour lutter contre le dumping monétaire dont souffrent les industries européennes.
- Enfin, les modes de rémunération des dirigeants et des opérateurs seront encadrés. La rémunération doit dépendre des performances économiques réelles. Nicolas SARKOZY a laissé aux professionnels jusqu'à la fin de l'année pour s'accorder sur des pratiques acceptables, avant de prendre des mesures législatives.

### PEUT-ON SORTIR TOUT SEUL DE CETTE CRISE ?

- Parce que cette crise est globale, il faut une réponse globale. Avec Angela MERKEL, Nicolas SARKOZY prend les devants et propose la tenue d'un sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement des principaux pays concernés par la crise. L'objectif : tirer les leçons de la crise et coordonner les efforts de tous pour rétablir la confiance.

- **L'action est aussi européenne : une réponse commune sera élaborée dès le prochain conseil européen à la mi-octobre.** Au programme : agences de notation, règles comptables et de solvabilité, rémunération des opérateurs, paradis fiscaux, régulation des entités non régulées, rémunération des opérateurs de marché...

### **CELA SIGNIFIE-T-IL QUE LA FRANCE N'A AUCUN MOYEN D'ACTION ?**

- **L'Etat sera présent pour protéger chaque Français :** aucun de nos compatriotes ne verra ses économies menacées si une banque française devait être mise en difficulté à cause de la spéculation. Si une récession profonde affectait l'économie dans l'avenir, l'Etat n'hésiterait pas à prendre des mesures pour relancer l'activité.
- Pour les entreprises, des mécanismes destinés à leur garantir l'accès au crédit seront mis en place en cas de difficulté. Grâce à des systèmes de caution, de garantie, d'apport en capital voire par une modification de la réglementation bancaire, **l'Etat agira pour éviter un assèchement du crédit aux entreprises.**
- Le Président de la République a annoncé **l'adoption en urgence de la loi de mobilisation pour le logement.** Des mesures complémentaires pour libérer du foncier public et mener à bien les programmes immobiliers en cours seront annoncées prochainement.
- Parce qu'il faut renforcer la compétitivité des entreprises, **le Président de la République a annoncé qu'aucune augmentation de charges ne sera décidée.**

### **FAUT-IL CHANGER LE PROGRAMME DE REFORMES ?**

- **L'heure est à l'action et aux réformes structurelles, pas au renoncement :** la RGPP va se poursuivre pour dégager des marges de manœuvre par la diminution de la dépense publique. La formation professionnelle sera réformée avant la fin de l'année et le chantier majeur de la réforme des administrations locales sera ouvert dès janvier.
- **La priorité numéro un, c'est le travail et l'investissement :**
  - **La réforme de la taxe professionnelle ne sera pas différée.** Elle sera conduite avec les collectivités locales, pour **exonérer les investissements nouveaux.** La réforme des universités se poursuit et l'engagement de doubler le budget de l'enseignement supérieur en 5 ans sera tenu. Nous leur donnerons la propriété intellectuelle de leurs découvertes et les moyens de les valoriser.
  - Après la réforme des 35h et la détaxation des heures supplémentaires nous allons enfin mettre en place le RSA pour remettre le travail au cœur de notre société.
- Parce que la période est difficile, nous veillerons à ne **laisser personne sur le bord du chemin et la solidarité nationale envers les plus vulnérables** devra jouer son rôle :
  - C'est notamment l'objet du **RSA pour ceux qui n'ont pas d'emploi** aujourd'hui, mais c'est aussi le cas avec **l'amélioration des pensions de réversion pour les plus modestes.**
  - **Une prime exceptionnelle,** financée par le surplus de TVA du fonds pétrole sera versée avant la fin de l'année **aux titulaires de minima sociaux pour leur permettre de mieux supporter l'inflation.**

### **FAUT-IL REVENIR SUR LES MESURES DU GRENELLE ?**

- **Les conclusions du Grenelle de l'Environnement** seront intégralement mises en œuvre. **Le Président de la République s'est prononcé en faveur de l'utilisation de la réglementation pour relever le défi écologique :** avec 500 000 bonus distribués en 8 mois, le marché automobile s'est fortement déplacé vers des véhicules plus écologiques. **Le bonus-malus sera progressivement étendu, dans la concertation, à d'autres produits.**
- Enfin, il a rappelé **l'effort d'investissement sans précédent que nous menons depuis 18 mois :** multiplication par 4 des capacités de transports en commun, construction de **2000 kms supplémentaires de lignes TGV,** investissement d'1Md d'euros dans la recherche en matière de développement durable.

**Luc CHATEL**